

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Pologne

Pour la première fois dans l'Histoire, un pays contrôlé par un appareil communiste a répondu négativement aux questions que lui posait le pouvoir.

Quatre millions de Polonais ont pris le chemin des urnes pour dire « non ».

L'événement a désorienté le général Jaruzelski et surpris « Solidarité », qui préconisait l'abstention. Bien des causes immédiates - hésitations et maladresses du pouvoir, divisions au sein de celui-ci - expliquent ce cinglant désaveu. Il prolonge surtout et affirme la révolte de la société civile contre l'Etat censé la représenter.

Mais la défaite de ce dernier ne signifie pas la victoire du peuple polonais. Si la dictature ne parvient pas à étouffer le désir de liberté, elle peut toujours faire obstacle à son expression politique positive.

Il reste que, dans cette longue confrontation, c'est le peuple polonais qui, dans l'épreuve et sous la menace, ne cesse de marquer des points.

Pauvre France

La boutique de Raymond Barre



Mode

L'empire de l'éphémère

(p. 6-7)

Racisme

Le rapport Hannoun

(p. 4)

M 2242 - 482 - 11,00 F



3792242011001 04820

Le Prince en Languedoc

V isite au préfet de région, réception à l'Hôtel de Ville de Montpellier par le maire, M. Frèche, participation au colloque organisé par la Faculté de Médecine sur la culture et les libertés sous les Capétiens dans le Languedoc, déclarations au *Midi Libre*: tels furent quelques uns des principaux points du «programme» du comte de Paris en Languedoc, auxquels il convient d'ajouter l'important discours que le prince a prononcé lors d'un dîner au Foyer rural de Castelnau-le-Lez.

Evoquant le Millénaire de la France, le Prince a insisté sur la Révolution française en annonçant son intention de participer aux cérémonies du bicentenaire dans le souci que celles-ci ne soient pas «le prétexte de nouveaux déchirements entre les Français». Le comte de Paris a ensuite souligné la nécessité de défendre et de développer la démocratie: «l'expérience de notre siècle est décisive sur ce point: il n'y a pas, il ne peut y avoir de justice et de liberté, donc de respect de la personne humaine, en dehors des principes et des règles qui gouvernent les sociétés démocratiques. Là est le fondement de notre vie collective. Là est la condition minimum qui fait que

Après Lille et Rennes, le comte de Paris s'est rendu en Languedoc. Trois journées très remplies qui ont permis au Prince de préciser à nouveau sa pensée.



nous pouvons nous parler, nous reconnaître, accepter nos singularités et nos divergences. La démocratie, dont l'origine est bien antérieure à 1789, est un acquis qu'il nous faut préserver. J'ai montré, dans mes ouvrages anciens comme dans les plus récents, qu'il faut en outre l'élargir et j'ai proposé à cet égard un certain nombre de

solutions qui permettraient d'atteindre cet objectif. J'ai aussi la conviction que la démocratie ne saurait être vraiment garantie en l'absence d'un pouvoir arbitral. Telle peut être, dès lors que les Français en exprimeraient le vœu, la tâche d'une monarchie aussi moderne que fidèle à ses principes originels. Nous le savons en effet:

plus le lien social se distend, plus la société s'atomise, plus l'individualisme s'étend, et plus nous avons besoin d'un pouvoir qui représente l'ensemble de la société, qui incarne son unité et exprime le projet commun.»

Après avoir rappelé que l'arbitrage «n'est pas une neutralité bienveillante, bénisseuse et secrètement indifférente», mais l'acte d'un pouvoir qui doit intervenir lorsque la règle du jeu politique n'est plus respectée et lorsque des violences menacent ou affectent la société. Abordant enfin la délicate question des rapports entre l'éthique et la politique, le comte de Paris a souligné qu'«un pouvoir qui n'est plus soumis aux lois non-écrites qui l'informent et le règlent a tôt fait de sombrer dans l'arbitraire et la violence» et que «les débats de la fin de notre siècle obligeront les pouvoirs politiques à se poser des questions éthiques en face desquels ils sont aujourd'hui désarmés.»

Après ces trois journées languedociennes, le Prince s'est rendu à Brest, à Guyancourt et à Mantes-le Jolie avant de prendre le chemin de l'Alsace pour célébrer le Millénaire et rencontrer les Français d'aujourd'hui.

Sylvie FERNOY

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Le Prince en Languedoc - p.3: Le caillou s'est fait rouler - Echec à Le Pen - p.4: Les espérances de M. Hannoun - p.5: Craquements à l'Est - p.6/7: L'empire de l'éphémère - p.8: Le mythe Rocard - p.9: Peut-on sanctifier la politique ? - p.10: L'Egypte des derniers rois - La nuit sacrée - p.11: Action royaliste - p.12: Du chef-comptable au notable en chef

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Gâchis

Le Caillou s'est fait rouler

En entendant le Président de la République souhaiter que la Nouvelle Calédonie demeure attachée à la France, certains ont feint de s'étonner.

Quoi, celui qui poussait le Caillou vers l'indépendance applaudit à présent l'évolution contraire ? Il faut bien, disaient-ils, qu'opportunisme pré-électoral aidant, la politique de Bernard Pons et le résultat du référendum de septembre aient rendu désormais insoutenable aux yeux du Président l'action précédemment menée par Edgard Pisani... Voilà donc François Mitterrand rallié à Jacques Chirac, dans le sens du vent !

Il y a quelque chose d'odieux dans la manière et le fond de cet argument ; et cela tient en deux points accablants de clarté dont nous n'avons cessé de livrer ici les éléments.

Premièrement, les efforts de Pisani pour détourner les Canaques du désespoir et de l'insurrection en ouvrant devant eux un champ politique où ils puissent s'exprimer spécifiquement partaient d'un constat brutal. Tout statut, même d'émancipation large, qui n'impliquerait pas organiquement l'accord des deux communautés ne serait qu'une bombe à retardement : la reconduction hypocrite d'un rapport colonialiste là où a vocation de se développer une société pluriethnique respectueuse de ses diversités.

A cette évolution, il fallait un point de fuite - que l'on nomma en langage diplomatique - **indépendance association**. Les verrous posés par le Président lui-même en matière de défense et de politique étrangère ramenaient en réalité cette perspective à une **autonomie interne**, et donc à un statut formellement analogue à celui que Bernard



■ J.-M. Tjibaou est-il encore en mesure d'empêcher le durcissement des indépendantistes ?

Pons vient de faire adopter par l'Assemblée.

Avec l'immense différence qu'on aura entre temps molesté aussi bêtement les hommes que l'histoire. Quelques-unes des institutions auxquelles MM. Mitterrand et Pisani auraient voulu aider le territoire à accéder de lui-même et à son rythme, lui sont à présent imposées dans l'impéritie et le clientélisme, sous la menace du quadrillage militaire et policier et sous l'emprise d'une ploutocratie RPCR dont les Caldoches eux-mêmes se détournent écoeurés.

Veut-on voir triompher les prophètes de malheur ? Et pourtant, il n'est pas incongru de penser que la France a vocation de d'associer des peuples libres (voire par elle libérés). Alors que ce statut d'autonomie, tel qu'il est institué (et l'on comprend les atermoiements de Bernard Pons pour le faire appliquer) est prédestiné à servir de levier à un indépendantisme endurci.

A cette décadence consentie, comment se rallier ?

L.G.

Tarpéienne

Echec à Le Pen

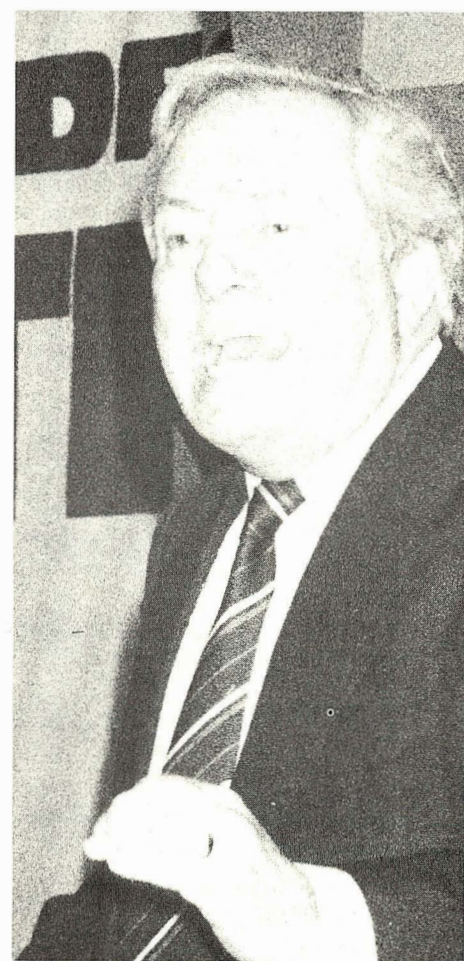
Après une ascension qui semblait irrésistible, Le Pen semble, enfin, glisser et s'approcher des pentes descendantes.

La petite phrase sur le « détail », si révélatrice de la nature des convictions de J.M. Le Pen, a bel et bien marqué un tournant dans la campagne du candidat extrémiste à la présidence. Un tournant fâcheux, et peut être catastrophique, auquel a succédé une série de déconvenues :

- D'abord la confirmation, par voie de sondages, que les thèmes du Front national sont rejetés par une majorité croissante de Français. Ni le racisme, ni la xénophobie ne se sont imposés et les importantes manifestations de rue contre le projet de réforme du code de la nationalité ont permis d'éviter que la droite classique cède à la pression du Front national. La Nouvelle Action Royaliste est heureuse d'avoir contribué à ce succès, en répondant immédiatement à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme au printemps 1986 et en participant aux manifestations parisiennes du 15 mars et du 29 novembre, comme à celles qui ont eu lieu en province.

- Ensuite les conflits à l'intérieur du Front national, entre les durs et les « modérés », la démission d'Olivier d'Ormesson de la présidence du comité de soutien à Le Pen.

- Enfin le non succès du Front national lors de l'élection cantonale de Marseille. Les électeurs du Front national n'ont pas suivi aussi massivement que prévu les consignes d'abstention données pour le second tour. Du coup la sanction que Le Pen voulait donner à la droite classique s'est retournée contre lui. Il n'a pas été l'arbitre du second tour et la majorité sera moins tentée de tenir compte de



l'extrême droite. En perdant une partie de sa capacité de nuire, du moins sur le plan électoral, Le Pen voit diminuer d'autant son pouvoir de négociation.

On respire à l'UDF, notamment dans le Midi, où les notables conservateurs (Gaudin, Jacques Blanc) s'étaient lamentablement compromis avec le Front national. Mais il y a lieu de demeurer vigilant. Si Le Pen perd de son crédit, la fièvre xénophobe est loin d'être tombée.

Annette DELRANCK

Droits de l'homme

Les espérances de M. Hannoun

Jacques Chirac prendra-t-il les mesures nécessaires pour que les 53 propositions du rapport de Michel Hannoun ne restent pas lettre morte ?

S'il est une leçon à retenir de l'actuelle législature, c'est qu'il peut être bon, avant de déposer devant le Parlement un projet de loi concernant un problème de société, de créer les conditions d'un véritable débat dans l'ensemble du pays. D'abord parce que la démocratie en sort renforcée, ensuite parce qu'un certain nombre d'idées fausses peuvent par ce biais être corrigées.



■ Les manifestations du racisme sont visibles partout...

Ainsi, devant la levée de bouclier qui a suivi l'annonce d'une réforme prochaine du code de la nationalité, le gouvernement a-t-il, dans un premier temps, créé une commission de sages chargée d'entendre devant les caméras de FR3, le plus grand nombre possible de personnes concernées. Dans un second temps Claude Malhuret a commandé au député RPR, Michel Hannoun, un rapport sur le racisme et les discriminations en France.

Le beau titre du rapport rendu la semaine dernière au secrétaire d'Etat aux droits de

l'homme - « l'homme est l'espérance de l'homme » - traduit bien l'état d'esprit dans lequel a travaillé le parlementaire de la majorité. Michel Hannoun a consacré l'essentiel de son rapport au racisme. Il part d'un constat simple et sans ambiguïté : « La France n'est pas raciste, mais il y a des racistes en France ». Ce racisme n'est pas un racisme idéologique ni un racisme de combat mais un racisme « mou » provoqué par la disparition du tissu social et des valeurs morales : « la peur de soi, précise M. Hannoun, alimente la haine de l'autre ». Partant de ce constat - qui recoupe l'expérience que chacun peut faire à condition d'ouvrir les yeux : à la banque, dans une agence immobilière, dans un conseil de copropriétaires ou dans un conseil de classe... - le rapporteur fait 53 propositions que l'on peut classer en trois grandes catégories.

Il préconise en premier lieu un développement de l'enseignement des droits de l'homme, tant à l'école primaire, qu'au lycée, à l'université ou dans certaines administrations. Il faut ensuite renforcer la législation antiraciste existante, et enfin, dernier groupe de mesures mais non des moindres, il est urgent de « relever le défi de l'intégration ». Les propositions de Michel Hannoun ont l'avantage d'être concrètes et de ce fait même, de pouvoir être rapidement mises en œuvre. Le gouvernement est aujourd'hui en possession de tous les éléments lui permettant de lutter contre le racisme. Encore faut-il qu'il ait à l'approche des élections, la volonté politique de le faire.

Nicolas PALUMBO

Cra

Les dirigeants des démocraties populaires ont deux soucis : Gorbatchev et l'Hiver. Ces problèmes ouvrent-ils pour un pays comme le nôtre la voie d'une politique est-européenne ?

L'introduction de changements dans les régimes de l'Europe de l'Est leur fait courir des risques de déstabilisation. Gorbatchev pourtant en a besoin pour sa propre expérience pour trois raisons majeures. 1/ L'URSS a besoin du CAEM (la CEE socialiste) parce que, toutes proportions gardées, certaines économies de l'Est européen sont plus avancées que celle de l'URSS (et comme telles intéressent leur grand voisin dont la priorité est d'avoir accès aux technologies occidentales comme à des produits de consommation mieux adaptés au marché). Ces mêmes pays de l'Est dépendent pour leur expansion des débouchés en Union soviétique, ne pouvant guère concurrencer les productions de l'Ouest, tant sur la qualité que sur les prix. L'application de réformes économiques à l'Est ne peut conduire dans un premier temps qu'à une plus grande intégration au sein du CAEM.

2/ Les pays de l'Est européen constituent également pour Gorbatchev un relais pour sa stratégie de séduction à l'égard de l'Allemagne et des opinions publiques occidentales en matière de dénucléarisation de l'Europe ou, pour commencer, d'un couloir au centre du continent. La Tchécoslovaquie s'est récemment substituée à la Pologne dans le pilotage de telles propositions de désarmement.

3/ Enfin Gorbatchev n'ignore pas que gouverner c'est prévoir. Les principaux dirigeants est-européens vont devoir céder la place à plus ou moins brève échéance. Honecker (RDA),

Husak (Tchécoslovaquie), Jivkov (Bulgarie), Kadar (Hongrie) ont plus de 70 ans. Une relève de génération est inéluctable. A Gorbatchev d'en paraître l'inspirateur s'il veut en être le grand bénéficiaire. Capitaliser sur l'opposition au régime à Berlin-Est, à Prague et en Roumanie, sur le réformisme en Pologne ou en Hongrie lui permet de remporter la mise à tous les coups.

Au total, on va vers un renforcement du camp socialiste dans tous les cas de figure. Il est inutile d'affirmer une éventuelle autonomie d'action par exemple en politique étrangère, comme s'y était évertuée la Roumanie. Gorbatchev a verrouillé toutes les issues à cet égard en attirant les Occidentaux sur son propre terrain. Le contrôle sur ses pairs ne peut en outre que sortir renforcé du changement d'équipes qui se prépare.

S'il y a cependant un talon d'Achille à cette construction, c'est en Union soviétique même qu'il se situe. Les économies est-européennes ne peuvent se réformer et se développer contre leur environnement extérieur. On peut rêver à une levée des contrôles, seule réforme susceptible de créer un miracle économique analogue à celui qu'a obtenu l'Allemagne des années 50 sous Ehrhardt. Mais la levée des contrôles doit être globale sous peine de n'être pas. Elle doit s'appliquer à tous les secteurs d'activité mais aussi à tous les Etats-membres du CAEM en même temps. Plus l'intégration est forte, plus la concomitance doit être absolue. L'exemple de la Hongrie est révélateur à cet égard. Elle a voulu réformer plus tôt son

Géopolitique

quements à l'Est



■ Des produits de grande consommation plus chers et de qualité médiocre.

système économique et a engrangé un certain nombre de résultats positifs. On découvre aujourd'hui le prix payé: un doublement de l'endettement extérieur sur les trois dernières années jusqu'à ce que la Hongrie ne trouve plus de prêteur sur le marché financier international. Son taux d'endettement par tête d'habitant (la Hongrie n'a que de onze millions d'habitants) est le plus élevé des pays européens. La seule issue étant l'accroissement de la charge fiscale sur les particuliers, on prévoit une baisse des revenus réels de l'ordre de 15% l'an prochain. Il n'y a pas de «paradis socialiste» qui vaille indépendamment du reste. Les pays socialistes ne se sauveront pas les uns sans les autres. Pour le moment ils se perdent tous ensemble. Leur situation a pu être comparée aux pays d'Amérique latine. Tout programme d'assainissement visant à réduire le poids de la

dette et le taux d'inflation entraînerait les mêmes difficultés sociales. Quand bien même nous le souhaiterions, nous ne sommes pas en mesure d'imposer à l'Est la thérapeutique du Fonds Monétaire International.

Notre approche des pays de l'Est doit plus que jamais être adaptée à nos moyens. Les enjeux vont devenir particulièrement élevés avec l'hiver qui s'annonce rigoureux pour la population de ces pays. Emeutes du froid et de la faim, répression alternent avec les appels à l'aide jusqu'au chantage. Ce sera pour les dirigeants de l'Est la pierre de touche de notre sincérité à leur égard: protocoles financiers contre progrès dans le désarmement. Entre les sanctions sans concession, comme la France y avait recouru en réaction à l'état de guerre en Pologne fin 81, et l'apaisement des consciences douloureuses chez un Willy

Brandt, il serait urgent d'affiner notre politique envers «l'autre Europe». Personne n'a intérêt à déstabiliser l'Est européen. Personne ne doit non plus être la dupe des efforts de Gorbatchev par pays de l'Est interposés. Il est aussi illusoire de vouloir renverser, à la faveur d'insurrections de la misère, un système soviétique qui s'en sert pour se renforcer, qu'il serait naïf de l'aider à faire jouer toutes les soupapes qui lui permettent de mieux faire supporter son joug. Quoiqu'en pensent certains dissidents, il y a une version de la *Mittleuropa* qui doit être rangée au nombre de ces soupapes de sûreté. Il est d'ailleurs plaisant de voir la nostalgie de l'ancienne Europe, de l'Autriche-Hongrie, retournée par le camp socialiste, aussi plaisant que de voir l'Allemagne de l'Est célébrer Frédéric II et Luther. Le neutralisme n'est pas une solution aux problèmes des économies des pays socialistes.

C'est une réponse à la question allemande, ce qui est totalement différent ! Qu'on se méfie.

L'ABSENCE DE LA FRANCE

Le risque est soit de laisser la RFA se tailler un empire économique dans ces pays - et de la voir se désintéresser en conséquence de ses engagements à l'Ouest - soit de distribuer une assistance à fonds perdus. Ainsi les deux plus mal lotis, la Pologne et la Roumanie, constituaient nos principaux points d'appui économiques ! Mieux choisir nos vecteurs, en l'occurrence les plus riches - Hongrie, Tchécoslovaquie et RDA - nous ramènerait simplement sur les brisées des Allemands dont ce sont les premiers partenaires.

Il ne s'agit donc plus de privilégier les uns ou les autres comme nous l'avons trop souvent fait par le passé, les décevant tour à tour. Il ne faut pas non plus traiter avec le CAEM comme si nous n'ions désormais l'identité de chacun. Il convient de définir, peut-être pour la première fois, une réelle politique à l'Est, c'est-à-dire qui bénéficie d'une vraie priorité, ce qui ne semble plus être le cas depuis de nombreuses années, qui soit globale, inscrite dans une stratégie générale, indépendante des vicissitudes prévisibles dans ces pays, donc ouverte sur les Etats et sur les sociétés à la fois, en utilisant toutes les forces d'influence, économique et non-économiques.

L'absence de la France se fait d'autant plus sentir que ces peuples ont plus froid. Ils seront d'autant plus sensibles à tout réchauffement chez nous à leur égard. Il y faudra néanmoins plus que des gestes symboliques.

Yves LA MARCK

L'empire de l'éphémère

Voici Lipovetsky entré dans le système qui est l'objet de son livre. Après le succès d'estime de *L'ère du vide*, son nouvel ouvrage, d'une plus vaste ambition, est en train de devenir à la mode et se situe déjà au centre d'une polémique « bien parisienne ». Comparé à Marcuse et à Deleuze en première page du *Monde des Livres*, il est dénoncé, dans les colonnes voisines, comme un « militant de l'insignifiance » par Alain Finkielkraut. Le risque est grand que *L'Empire de l'éphémère* soit lu sous l'influence de ces premiers jugements, et que l'auteur devienne, pour longtemps, victime des deux étiquettes qui sont contradictoirement apposées sur son travail.

Au lieu de prendre parti d'entrée de jeu, il importe de souligner que Gilles Lipovetsky n'est ni l'inventeur d'une nouvelle doctrine sociale, ni un chantre de la frivolité, oublieux des contradictions violentes, des injustices et des misères de la modernité. D'ailleurs, le sous-titre du livre exprime bien son intention majeure : il s'agit d'étudier « *la mode et son destin dans les sociétés modernes* » en s'efforçant, au-delà du rappel historique et du constat sociologique, de trouver une ou des explications aux mouvements de la mode, de dévoiler leur sens et, ce faisant, de vérifier une hypothèse qui permettrait de rendre compte du processus à l'œuvre dans la civilisation occidentale.

LA MODE ET SES RAISONS

Quel est le destin de la société moderne ? Et quel sort réserve-t-elle à la culture ? Ces questions n'ont rien d'académique et le débat qu'elles suscitent frappe par sa vivacité. A l'encontre d'Alain Finkielkraut, qui annonce et dénonce la défaite de la pensée, Gilles Lipovetsky observe et semble célébrer la libération et l'épanouissement des individus dans les sociétés démocratiques. L'auteur de *L'Empire de l'éphémère* est-il un nouveau Marcuse ou un esprit frivole, pris au piège des apparences étudiées ?

On connaît les deux discours classiques sur la mode, qui se rejoignent dans une austère réprobation. L'un, moraliste et aussi vieux que les hennins, fustige le goût du paraître, la futilité et le scandale



■ La Haute-couture symbolise encore la distinction sociale mais le prêt-à-porter a généralisé le goût de la mode.

de la dépense. L'autre, souvent marxiste d'inspiration et toujours scientifique d'intention, affirme que la mode s'inscrit dans la lutte des classes, et révèle les stratégies de la distinction par lesquelles les hommes et les groupes cherchent à s'approprier et à montrer les signes matériels et symboliques de la puissance. Or ces opinions sur la mode sont à la fois trop générales et trop partielles : si la mode était simplement

l'expression d'un penchant humain, si elle n'était que la manifestation d'un rapport entre les classes, le phénomène serait observable à toutes les époques et dans toutes les sociétés. Tel n'est pas le cas. Pas de mode dans les sociétés primitives, qui s'organisent dans une tradition immuable impliquant la répétition des rites et des usages ancestraux. Pas de mode non plus en Grèce, à Rome et dans les pays d'Orient

(constance, par exemple, du kimono), malgré l'existence de pouvoirs politiques et de groupes sociaux. Loin d'être un phénomène universel, la mode est située et datée: elle apparaît en Occident, et là seulement, au Moyen Age.

- contestables dans leur généralité, les analyses psychologiques et matérialistes de la mode le sont aussi dans leur partialité. Bien sûr, le goût de la parure et la soumission aux critères variables de l'élégance révèlent le goût de plaire. Bien sûr, le vêtement a longtemps indiqué la statut social, l'appartenance régionale ou les convictions politiques: l'homme de cour, l'habitant de Saint Pol de Léon et le Sans-Culotte se faisaient d'abord reconnaître par leur apparence. Gilles Lipovetsky ne nie pas ces évidences mais les intègre dans une explication pertinente des conditions d'émergence de la mode et de son mouvement historique.

Pour que la mode apparaisse, il fallait d'abord que la société soit assurée de son identité et de sa sécurité. La frivolité est la conséquence de cette certitude, et aussi d'un goût pour le nouveau qui existe et s'amplifie bien avant la date de naissance officielle des temps modernes. Il fallait encore que la singularité individuelle soit reconnue et ressentie, dans une société où la religion glorifie les corps promis à la résurrection.

EPOQUES

Ainsi fondé, le mouvement de la mode devient susceptible d'une histoire qui ne se réduit pas à la description de ses extravagances et de sa versatilité. Inscrite, dans un premier temps, à l'intérieur d'une société hiérarchique et réputée traditionnelle mais qui est déjà conquise par l'esprit de progrès, la mode ne cessera d'accompagner et d'exprimer le développement de l'individualisme et de la démocratie. La mode moderne apparaît en effet pendant la seconde moitié du 19^{ème} siècle et connaît deux époques

distinctes:

- la première aurait duré cent ans (de 1860 environ à 1960) et s'organiserait autour de deux pôles - la Haute Couture et la confection industrielle. Sans doute la Haute Couture est-elle, par excellence, le symbole de la distinction sociale et du luxe des classes possédantes. Mais elle célèbre aussi, à sa manière, le culte de l'individu affranchi des rites et des normes, favorise très concrètement la libération et l'épanouissement des corps (abandon du corset). Quant à la confection industrielle, elle a généralisé le goût de la mode, jusqu'à en faire, surtout après 1945, un «*impératif social catégorique*».

- La seconde époque aurait commencé en 1960 avec la révolution du prêt-à-porter. La Haute Couture aristocratique et centralisée cesse d'être dominante et les grandes maisons, qui continuent leurs collections pour des raisons de prestige, vivent surtout grâce aux parfums, aux objets «griffés» et à leurs propres collections de prêt-à-porter. De fait, l'opposition entre la création de luxe et la reproduction industrielle s'estompe, les créateurs se multiplient et diffusent massivement leurs produits. La mode elle-même éclate dans la diversité des modes non plus successives mais coexistantes, tandis que le souci de se distinguer tend à s'effacer devant celui de paraître jeune... Nous sommes au temps de la mode individualiste, démocratique, qui n'élimine pas les mimétismes, les codes sociaux et les différences sexuelles, mais qui, maintenant qu'elle s'est pleinement diffusée, tend à perdre de son importance.

TRAGEDIE DE LA FRIVOLITE

Puisque l'intérêt pour la mode vestimentaire décroît, comment peut-on évoquer un «*empire de l'éphémère*»? Parce que la société moderne est ou semble toute entière entrée dans le système de la mode. Mode des objets, modes culturelles et idéologiques... Les choses, au-

trefois durables et précieuses, les idées et les convictions essentielles sont rapidement frappées d'obsolescence, soumises à la loi du renouvellement, au moins dans leurs apparences. Règne de la publicité, du vidéo-clip, du slogan, qui rythment allègrement une société «*décrispée*», où la liberté de choix et de comportement tend à se transformer en liberté d'indifférence. Les idées, comme les choses, distraient et séduisent mais on ne se mobilise plus pour une doctrine qui sera démodée demain, et on mettrait moins d'ardeur à posséder des biens qui sont très vite usés ou dépassés.

L'analyse est relativement classique, mais Lipovetsky refuse les analyses au nom desquelles la modernité est ordinairement contestée. L'empire de l'éphémère n'est ni le masque de la domination capitaliste, ni l'effet de la manipulation publicitaire, ni le signe d'un engorgement décadent dans le matérialisme. Le capitalisme est lui-même soumis au système de la mode, la publicité n'agit que sur les marges, la civilisation du gadget fait que l'on s'attache de moins en moins aux objets. Si polémique il y a dans ce livre, ce n'est pas contre la culture et les valeurs, mais contre la vulgate marxiste, la sociologie selon Bourdieu et certaines approximations ou illusions de la contestation des années soixante-huit.

Mais ce n'est pas parce que Gilles Lipovetsky dénonce les faiblesses de certaines analyses contestataires que son livre peut-être présenté comme une apologie de la modernité. Il est vrai que Lipovetsky, à la suite de Tocqueville, regarde l'histoire comme le progrès irrésistible de l'égalité. Il est vrai, aussi, que l'auteur préfère le système de la mode tout en précisant, à la façon de Churchill, qu'il est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres. Mais il suffit de lire son livre pour s'apercevoir qu'il est moins dupe de la séduction moderne qu'on ne le dit, et l'on pourrait multiplier les citations où se trouvent dénoncées les

mille et une «*tragédies de la légèreté*»: ni la douceur relative de la société démocratique, ni l'hédonisme triomphant ne lui font oublier la violence des relations inter-individuelles, l'angoisse que crée la solitude, et la «*culture chewing gum*» de l'individu narcissique...

Ainsi présenté, le livre de Gilles Lipovetsky peut cependant être critiqué sur trois points:

- Même s'il est relatif, l'optimisme de l'auteur fait qu'il sous-estime, sans le méconnaître, le risque d'une «*nostalgie de la totalité*» perdue (selon l'expression d'Yves Chalas) qui pourrait être grosse de nouvelles tragédies politiques.

- Même si la description du système de la mode est nuancée, l'auteur accorde trop de crédit à une «*décontraction*» politique et sociale qui, souvent, masque le caractère impitoyable des luttes pour le pouvoir et pour l'argent, et néglige par trop les contraintes exercées sur les corps (l'obsession de la minceur).

- Même si elle est prudemment présentée, l'hypothèse tocquevillienne risque de donner naissance, comme le souligne Finkelkraut, à un dogme aussi naïvement réducteur que l'ancienne vulgate marxiste, à cette différence près que Gilles Lipovetsky ne se propose pas de transformer le monde mais de le comprendre - ce qui peut conduire ses lecteurs trop pressés à l'accepter tel qu'il est.

B. LA RICHARDAIS

REFERENCES

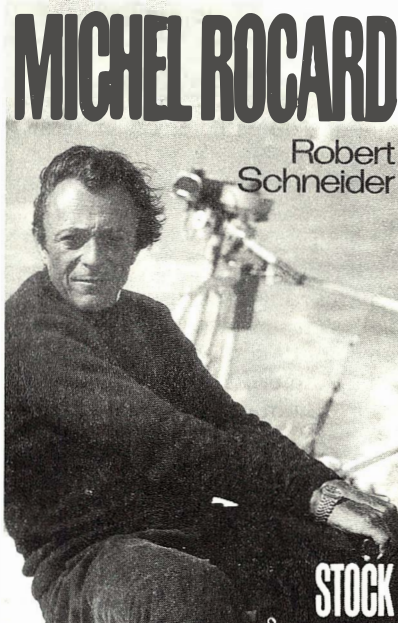
- G. Lipovetsky, *L'Empire de l'éphémère* (Gallimard, 1987), franco: 115 F.
- A. Finkelkraut, *La Défaite de la pensée* (Gallimard 1987), franco: 80 F.
- Y. Chalas, *Vichy ou l'imaginaire du totalitarisme* (Acte Sud), franco: 90 F.
- *Le Monde des livres*, 13 novembre 1987.
- Le Collège de Philosophie, qu'anime Luc Ferry et Alain Renaut, organise un débat sur la mode le 20 février 1988, avec la participation d'A. Finkelkraut et de G. Lipovetsky (renseignements: 31, rue de Poissy, 75005 Paris).

Bio

Le mythe Rocard

Dans les vitrines des libraires, les biographies d'hommes politiques s'accumulent, mais elles n'ont pas toutes le même intérêt. Loin de là.

On était en droit d'attendre de la biographie que Robert Schneider, journaliste au «Nouvel Observateur», vient de consacrer à Michel Rocard quelques révélations sur le personnage et des explications sur les raisons de sa popularité. Or, il n'y a rien dans ce livre que l'on ne sache déjà. Rocard est un *looser*, un perdant «bon chic, bon genre» certes, mais un perdant tout de même dont la carrière politique est jalonnée d'erreurs. En étant méchant on peut dire que sa plus grosse bêtise a sans doute été de faire de la politique alors qu'il aurait pu, comme son père et son grand-père avant lui, et son fils après lui, devenir un brillant chercheur. Ensuite on est confondu devant tant d'aveuglement: dans les années 60 il croit en l'avenir du PSU, et tandis que ses «camarades» (Alain Savary, Gilles Martinet, Jean Poperen) le quittent un à un, pendant que Mitterrand et quelques autres jettent les bases d'un nouveau parti rassemblant toutes les mouvances du socialisme français, Rocard s'entête avant de finalement rejoindre le P.S., bien tard, trop tard sans



doute. Par ailleurs, jusqu'en 69 il a cru au retour de Pierre Mendès-France sans comprendre que celui-ci ne pouvait s'accommoder des institutions de la Vème République. Reconnaissons toutefois qu'il est des erreurs du Michel Rocard d'après 1968 qui nous sont sympathiques, ainsi son engagement aux côtés des «Lip».

Mais souvent les décisions ou les prises de position de Rocard se sont retournées contre lui.

Seuls le silence et l'inaction semblent lui porter chance. Aujourd'hui il s'est convaincu qu'il pourrait jouer un grand rôle et il a persuadé un grand nombre d'électeurs de ses chances. De ce phénomène ahurissant, M. Schneider ne donne aucune explication.

Peut-être est-ce parce qu'il est lui-même sous le charme de Michel Rocard. C'est le grand reproche que l'on peut faire à son livre qui apparaît comme partie intégrante d'une stratégie de promotion d'un candidat à l'Elysée. Au même titre que les déclarations de Rocard au journal «Libération» au début du mois de septembre, ou que la campagne d'affichage du mois d'octobre, ou encore le lancement de son propre ouvrage pour lequel il est passé à «Apostrophes». A aucun moment Robert Schneider ne prend le recul nécessaire. Comme on est loin de la biographie que Franz-Olivier Giesbert a consacrée à Jacques Chirac ! Mais une biographie vaut autant par son auteur que par le personnage qu'elle décrit. Or, Michel Rocard, malgré ses qualités d'intelligence, n'a jamais rien dit, n'a jamais rien fait dans sa vie qui force l'admiration. Rocard est un personnage bien terne pour le genre biographique. Quoiqu'il fasse il semble d'ailleurs qu'il restera toujours le second de François Mitterrand. C'est peut-être le secret de sa popularité auprès d'un peuple qui a toujours préféré les Poulidor aux Anquetil... A moins que le véritable livre sur cet homme qui, tout de même, réunit autour de lui tout ce que le P.S. compte d'intellectuels valables, ne reste à écrire ? A vrai dire on en doute.

Patrice LE ROUE

Robert Schneider Michel Rocard, Stock 1987, 309 p.: 107 F franco.

Naissance

Passages

Après 5748 années d'attente, voici que «Passages» paraît. Il ne faut pas se priver de saluer la naissance d'une revue de bonne qualité. Voici que paraît en ce mois de décembre un mensuel aussi moderne qu'archaïque au sens étymologique du terme: proche du commencement, fidèle à l'origine. «Passages» se présente en effet comme une revue qui a 5748 années de recul sur l'actualité. L'humour de la formule recouvre une vérité qui nous est familière: la réflexion sur l'actualité est d'autant plus solide qu'elle s'inscrit dans la longue durée. En remontant à Mathusalem, l'équipe de «Passage» paraît bien armée.

Elle l'est d'autant mieux qu'à l'encontre de l'utilitarisme ambiant, ou culte de l'efficacité, la nouvelle revue entend affirmer nettement un souci éthique: «il y a au fond de «Passages» une exigence morale qui se confond à notre avis avec un regard juif porté sur ce qui se passe dans le monde» écrit Emile Malet.

Un regard pluraliste et non conformiste, comme en témoigne le premier numéro. Au sommaire, une enquête sur l'identité nationale, des articles sur le judaïsme en Chine et en Russie, des chroniques et des débats. Et beaucoup de signatures fort appréciées des lecteurs de «Royaliste»: par exemple Emmanuel Le Roy Ladurie et Alain Finkielkraut...

Si ce ton, cette ouverture et cette qualité de réflexion se maintiennent, ces «Passages» nous deviendront familiers.

Y.L.

la nouvelle action royaliste

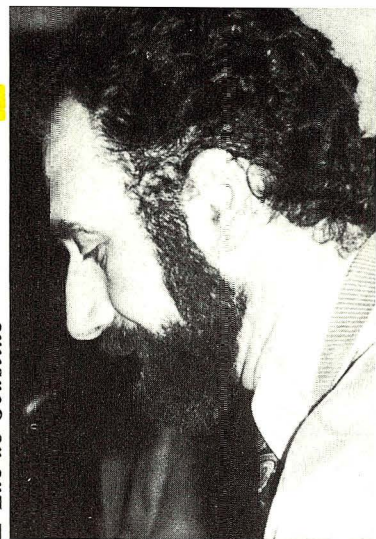
sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR*NAR

Peut-on sanctifier la politique ?

■ Luc de Goustine



Oui. Edmond Michelet répond oui. Et il n'est pas indifférent que la démonstration qu'en donne sa vie nous soit administrée aujourd'hui par un de ses proches, Jean Charbonnel, ancien ministre et député-maire de Brive, témoin avisé de la problématique où Michelet n'a cessé, corps et âme, de se débattre. Oui, dit-il, on peut sanctifier l'action politique à condition de se porter systématiquement au point du front où se croisent la plus haute vérité et la plus haute justice. Et de les défendre ensemble.

La plus haute vérité. Jean Charbonnel le rapporte avec simplicité, celle d'Edmond Michelet lui est venue tout d'abord par tradition, de sa mère; c'est la vocation christique de la personne humaine et, par extension providentielle, de cette autre personne à laquelle nous appartenons historiquement, la France. De ses premiers pas guidés par Maritain, à l'Action française et jusqu'à l'un de ses derniers discours ministériels à l'occasion du sixième centenaire de saint Louis, il ne variera pas de cette foi que sa splendide prière de Rocamadour résume avec bonheur.

Et c'est là une parfaite réponse à notre question. Si la politique est l'art de gouverner, comment gouvernerait-on durablement à rebours, vers l'abîme, une nation à qui tout, depuis sa naissance, assigne de bien vouloir s'accomplir « comme Dieu le veut » ? Donc, sanctifier ne serait pas « le supplément d'âme de la politique » - chose brutale et sans éthique - mais se laisser agir. Gouverner la France au plus près de son orient céleste - comme saint Louis - c'est frôler la trajectoire voulue d'En haut, l'épouser, s'y confondre...

La plus grande justice

Qu'on ne s'imagine pas des épousailles faciles et sans débat. A commencer, pour Michelet, par cette crise de 1926 qui oppose l'action monarchiste de Maurras à Rome, mère et maîtresse... De la clarté du choix, de sa cruauté-même, dépendront tant de choses à l'avenir ! Ce n'est plus la vérité seule qui est en cause : celle de Rome ne s'oppose pas tant que ça à celle de Maurras. Mais la justice, oui. Demeurer dans l'étroite marge de justesse qui fait que la balance penche vers le bon poids, préparer l'acuité de son discernement aux terribles dilemmes à venir.

Michelet sera, avec Maritain sans doute, et Bernanos, de ceux qui dès lors comprendront qu'il était bel et bon d'avoir raison au-dessus des autres, mais que dorénavant, sans renier leur vérité (sans en interrompre la tradition !), il s'agit, se mêlant aux autres, se fondant à eux, de partager les peines et les travaux de l'exil, d'être comme un poisson - un Christ - dans les eaux saumâtres d'un siècle emporté. Si bien que, glissant de chez Maurras chez Marc Sangnier, de l'AF à l'ACJF puis aux Equipes Sociales, Michelet n'en est pas moins royaliste, ni plus chrétien, mais apprend de façon exemplaire à cheminer dans un constant déchirement, dans ce déséquilibre rattrapé qui implique nécessairement le secours d'ailleurs, la main d'En haut - ce que j'appellerai « la marche en état de grâce ».

Or, c'est à ce moment et non plus tôt que se situe vraiment son entrée en politique. Comme si la constellation intellectuelle et morale qu'il allait projeter, lui et ses compagnons des Nouvelles Equipes Sociales préfigurant déjà l'élite du MRP, avait nécessité d'une longue préparation.

Michelet à Brive combat dans l'ombre, répond à l'événement par la bouche de Péguy, puise aux sources conjointes du royaume de Foi et de la république de Justice; de saint Louis à Proudhon, il recrute en son réseau mystique de « Combat » tous

les soldats nés et à naître - ceux de Dieu, et ceux de l'An II, de même qu'il noue clandestinement l'alliance des amis communistes et de ceux qui, rompant avec l'AF, mènent un semblable combat. Jacques Renouvin.

On connaît la suite. Leur arrestation, les internements à Limoges, à Fresnes, enfin à Dachau, et l'issue pour chacun de cette « rue de la liberté » que Michelet nous décrit, au-delà des intolérables épreuves, comme le banc d'essai, l'avant-projet d'une Europe nouvelle.

De ces intuitions profondes, habitées d'un esprit de résistance de chaque instant et encouragées par l'exemple d'un chef dont la voix parvenue de Londres donne une réalité à l'espoir, naîtra le premier gouvernement de la France libérée. Utopique, ce refus d'exclusion des communistes ! Utopique, cette ambition (chez Michelet) de pardonner sitôt que possible les monstruosité commises, cette résistance chez lui à l'épuration, cette volonté de faire aller du même pas l'essor économique et la justice sociale, l'accroissement de l'avoir et la promotion de l'être, le pouvoir d'entreprendre et le droit de participer ?

Non pas utopique mais à sa place en France particulièrement, cette doctrine gaullienne, capétienne, chrétienne dont Michelet est de ceux qui possèdent la clef spirituelle : le trésor politique de la France, son cœur, encore présent, d'où l'on ne saurait déroger sans faillir.

La longue et confiante correspondance avec le comte de Paris - que Jean Charbonnel a consultée - le fait que Michelet fut souvent le messenger du Prince auprès de de Gaulle, achèvent de légitimer pour nous ce « programme français ».

Le lecteur en manquera pas, en suivant la plume scrupuleuse et nuancée de Jean Charbonnel, de poursuivre cette lecture de Michelet.

Transposition hardie à notre période

Les empoignades, car il ne manquait pas de véhémence naturelle, avec les partis gaullistes : « les agents locaux du RPF sont imbuables » (p. 74) ou écrivant au Général pour sauver le système proportionnel : « A aucun prix... on ne me fera voter le scrutin d'arrondissement ! Je ne suis pas allé à Dachau pour voir revenir en force 250 ou 300 gueules de caïmans élues sous votre patronage ! » Ou avec le MRP et Maurice Schumann, qui n'admet pas sa double appartenance gaulliste et, de ce fait, lui brise sa première carrière parlementaire. Ses réflexes devant l'événement se transposent aisément dans notre actualité pour nous instruire.

Et notamment sur le choix présidentiel que font en ce moment ceux qui, épars dans toutes les formations politiques modérées, appartiennent de cœur ou de désir à sa famille populaire et mystique. Après l'expérience de la relève pompidolienne, dont on sait à quel club, étato-libéral sans âme, elle ouvrit la porte. Verrons-nous les hommes de cette tradition se vouer par lassitude à un barrisme cotonneux qui ne recouvre, hélas, qu'un besogneux conservatisme ? Ou bien, sauront-ils lire les signes évidents, quoique paradoxaux, qui désignent le Président sortant, François Mitterrand, l'anti-gaulliste et l'agnostique, comme l'actuel serviteur le plus capable - en attendant le roi - d'accomplir sa part du programme français ?

Luc de GOUSTINE

Jean Charbonnel Edmond Michelet, Ed. Beauchesne, 1987, 129 F. franco.

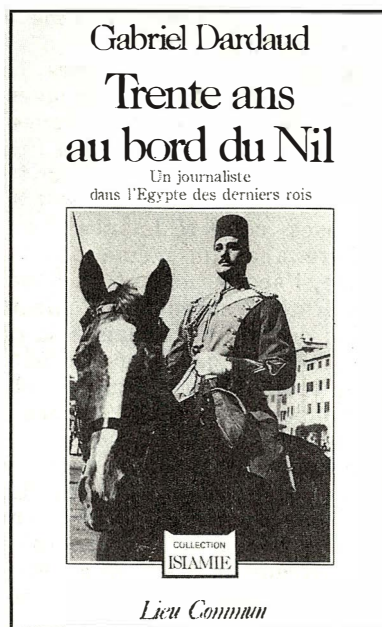
Nil

L'Egypte des derniers rois

Gabriel Dardaud, journaliste connu notamment pour ses chroniques à Europe 1 sur les convulsions de l'Orient proche, vient de faire, à partir de ses carnets intimes, un ouvrage attachant consacré à l'Egypte pré-nassérienne.

Ce n'est pas sans regrets ni souvenirs que l'on quitte l'Egypte lorsqu'on y a vécu comme journaliste près de trente années. Sur ses regrets, Gabriel Dardaud reste pudique, sans doute parce que trente nouvelles années se sont écoulées qui ont pu effacer l'amertume d'une expulsion par la police nassérienne. En ce qui concerne les souvenirs, il a la bonne grâce de nous faire partager les siens, traités avec beaucoup d'humour et d'apropos, nous faisant revivre l'Egypte des rois Fouad et Farouk (de 1927 à 1956) et, au-delà, tout cet Orient qui nous est si proche qu'on se demande pourquoi les Anglo-saxons s'obstinent à l'appeler « Moyen ».

C'est peu dire que Le Caire était à cette époque un carrefour où se mêlaient, sinon s'affrontaient, Français, Britanniques ou Turcs (entre autres), à la croisée des pays arabes, de l'Afrique noire et de l'Europe et au milieu d'une population copte, musulmane ou juive. Au fil des pages, on rencontre Malraux décidé à retrouver la capitale de la reine de Saba, De Gaulle au retour de difficiles négociations avec Staline, Henry de Monfreid devenu fromager, Churchill au lendemain d'El Alamein ou Saint-Exupéry égaré dans le désert. On découvre les intrigues qui mêlent Allemands, Anglais et Français tous soucieux d'accroître leur influence en Egypte. On mesure d'ailleurs la place qu'a perdue depuis la France. Ainsi, lorsqu'un ambassadeur de l'Allemagne nazie présente en 1937 ses lettres de créances au Prince régent en s'exprimant en arabe, c'est en



français que ses interlocuteurs égyptiens lui répondent !

Les souverains égyptiens apparaissent ici en décalage par rapport à leur époque (si ce n'est par rapport à l'Egypte elle-même). Ils savent bien qu'ils ne résisteront plus longtemps aux tempêtes extérieures (les champs de bataille européens s'étendent jusqu'aux portes de l'Egypte) et intérieures (la montée du nationalisme égyptien et celle des frères musulmans). On regrettera seulement que Gabriel Dardaud ne nous emmène pas souvent au milieu du petit peuple du Caire ou des fellah de la vallée du Nil. Peut-être se réserve-t-il pour un prochain livre tout aussi riche en savoureuses anecdotes ?

Christian MORY

Gabriel Dardaud, *Trente ans au bord du Nil. Un journaliste dans l'Egypte des derniers rois*, éditions Lieu Commun 1987, 215 p., prix franco: 104 F.

Goncourt

La nuit sacrée

Il est à coup sûr inconfortable d'être écrivain maghrébin d'expression française, car l'on risque toujours de paraître ici trop maghrébin, et là trop français.

C'est pourtant dans cet écart entre un sol culturel et une terre de transplantation que l'œuvre couronnée de Tahar Ben Jelloun se déploie, c'est à cet écart qu'elle s'alimente, c'est cette méprise significative que *La nuit sacrée* interroge.

Comment être femme en terre d'Islam ? La réponse se fera au terme d'un itinéraire initiatique où celle qui n'a pas de nom (« je ne m'appelle pas Fadila »), libérée, dans la *Nuit du Livre*, des attributs masculins voulus par la violence d'un père, d'une culture-père qui valorise le petit mâle, traversera la mauvaise nuit, la nuit complice des sœurs, l'épaisseur d'une culture-mère nalade, névrosée, castratrice (très forte, la scène de l'excision: la plus troublante). Mais il ne suffira pas à la récitante (faut-il dire: l'orante ?) d'enterrer auprès du père sa chemise d'homme, son pantalon; il ne lui suffira pas de commettre le meurtre sur l'oncle, - ce père latéral; il ne lui suffira pas de surmonter l'épreuve de la prison, - vaste métaphore de l'Aveuglement. Il lui faudra aussi rencontrer l'Autre, le Consul, - délégué de l'homme en terre féminine; il lui faudra être femme sous son regard consentant et tâtonnant, il lui faudra par-delà le désir négateur du viol être Femme avec et par l'Homme.

Mais comment être homme ? Car l'homme n'est pas moins aliéné que la femme. Sous l'autorité-mère de la sœur, - ce double intime, chaud, confortable, tout en expansion charnelle, plus étranger aussi à la conscience que la prison même, - le Consul est aveugle. L'Assise le nourrit, le lave, le caresse, le masse, le masturbe au besoin, le guide au bordel, - lieu des jouissances abstraites, solitaires,

des femmes sans humanité, sans nom, sans visage. Infantilisé, le Consul pleure, crie, trépigne; mais aveugle, tenu en minorité, il subit la loi énorme de la Femme sans homme et, pitoyable, dans un acte de régression, boit au lait d'énormes seins.

Une jeune femme à la sexualité aveugle parle, un homme sans regard écrit: comment dès lors la littérature est-elle possible ? Dans cet itinéraire précisément, où deux êtres de chair se rencontrent, se reconnaissent, souffrent, se perdent et par-delà leurs épreuves communes et symétriques, se retrouvent. La littérature est parole d'un exil, d'une descente aux enfers, puis d'une remontée vers la lumière, - redécouverte, dans la nuit sacrée, des Musulmans, du Livre déjà écrit et toujours à réécrire. La littérature est passage du mauvais triangle (l'Aveugle, l'Assise, la Récitante) au désir libéré, à la bonne réciprocité dans l'altérité acceptée; elle est marche initiatique vers son Silence.

Riche de symboles souvent étrangers à notre confortable espace culturel, ce livre, qui brouille les repères du temps et de l'espace réels, du temps et de l'espace onirique, qui brouille nos chères petites cohérences psychologiques, risque de dérouter. Est-ce un roman français ? Un conte marocain ? Qu'importe. Il lance un appel: à la tolérance, à la liberté, à l'amour, à l'Être-ensemble. Son essentiel mérite est de nous dire ceci: l'Identité est ensemble femme et homme, soi et autre; la littérature est ce prix de parole partagée.

Nous écouterons cet écrivain, ensemble de langue française et de terre arabe, homme partagé et fugitivement réconcilié dans la parole.

Alain FLAMAND

Agenda

Des rendez-vous à ne pas manquer

Samedi 12 Décembre

CARREFOUR ROYALISTE

à l'Hôtel Pullman-Saint Jacques
(salon Coriandre)
17 Boulevard Saint-Jacques, 75013 Paris
(métro Saint Jacques)

Pour sauver la République : la monarchie ?

10 h 15 - 13 h

«La monarchie dans la 5ème République : état d'esprit, pratique ou illusion ?»

- Bertrand FESSARD DE FOUCAULT, ancien élève de l'ENA, Conseiller du commerce extérieur, journaliste et écrivain
- Léo HAMON, ancien ministre, professeur de droit public
- Bertrand RENOUVIN, directeur politique de «Royaliste».

14 h 45 - 17 h 30

«Améliorer les institutions : Est-ce possible ? Comment ?»

- Blandine BARRET-KRIEGLER, chargée de recherche au CNRS, enseignante à l'I.E.P. et à Paris I
- Dominique DECHERF, Docteur en droit (thèse sur la monarchie dans la 5ème République) et diplomate
- Olivier DUHAMEL, professeur de droit public, directeur de la revue «Pouvoirs».

Participation aux frais: 50 F (prix ramené à 25 F pour étudiants, chômeurs ou provinciaux). Les personnes qui ne se sont pas inscrites à l'avance, pourront régler à l'entrée de la salle dans la limite des places disponibles.

FRANCE CULTURE

Le vendredi 18 décembre à 19 h, dans le cadre de l'émission «Agora» sur France-Culture, Hugues Troussel viendra présenter son livre «La légitimité dynastique en France».

CONGRES

Précisons à nos adhérents que les dates du Congrès sont les 23 et 24 janvier. La dernière «Lettre aux adhérents» comportait en effet une date erronée.

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F).

Mercredi 9 décembre - Dans le cadre d'une monumentale Histoire de France en cinq volumes qui paraît chez Hachette, Emmanuel LE ROY LADURIE, professeur au Collège de France, vient de publier «L'Etat royal 1460-1610». Spécialiste de cette période, il étudie les siècles monarchiques à la fois sous l'angle de la société, de l'économie, de la croissance de l'appareil d'Etat et de l'ouverture politique tant sur le plan religieux qu'international.

Mercredi 16 décembre - Ancien ministre des Affaires étrangères, Michel JOBERT consacre son dernier ouvrage aux Etats-Unis. «Les Américains» - titre de son livre - sont pour lui à la croisée des chemins entre la puissance et le repli et il examine, sans complaisance, l'essentiel et le futile de leur politique mondiale.

Pas de conférence les 23 et 30 décembre.

Mercredi 6 janvier - Directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes Etudes et professeur de linguistique Claude HAGEGE avait réussi il y deux ans le tour de force de faire de son essai sur la linguistique un succès de librairie. Il récidive aujourd'hui avec «Le français et les siècles» réflexion sur notre langue, les menaces qui pèsent sur elle et son avenir. A l'heure où l'on parle beaucoup de la francophonie, ce livre prolonge utilement un débat familial aux lecteurs de «Royaliste» et de Philippe de Saint Robert.

Jacques BAINVILLE

L'ouvrage d'Igor Mitrofanoff «Pour connaître Jacques Bainville» est enfin sorti de nos presses. Nous remercions les souscripteurs dont la patience a été mise à l'épreuve, ils recevront leur livre dans les tous prochains jours.

«Pour connaître Jacques Bainville» est maintenant vendu au prix de 90 F (franco 100 F).

**Soutenez
notre action:
adhérez !**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom:

Prénom:

Date de naissance:

Profession:

Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

Du chef-comptable au notable en chef



Tel le laboureur des fables anciennes, Raymond Barre a tracé ses sillons et semé son grain, avec une patiente rigueur. La besogne n'est pas achevée, mais il peut contempler le résultat de sa peine. Plutôt que de perdre son temps dans les bavardages de café du Commerce, l'ancien Premier ministre a quadrillé le pays, installé ses réseaux, visité ses clientèles. Le pèlerin solitaire des premiers temps est maintenant suivi d'une imposante cohorte, et entouré d'une myriade de jeunes experts - en attendant les ouvriers de la onzième heure qui multiplient les signes de connivence. M. Barre ne peut en douter: au printemps prochain, la moisson sera belle.

PIEGE DU REALISME

Est-il bien raisonnable de résister à tant de qualité. Cette action méthodique, ces discours débordants de compétence et de réalisme, ce refus de la démagogie et des jeux stériles de la politique, cette distance à l'égard des partis, ne contiennent-ils pas la promesse d'une saine et sage gestion, au profit de la « France calme et solide » dont le barrisme serait « l'incarnation » ?

Au contraire, c'est ce calme et cette solidité qui devraient inquiéter. Oh ! bien sûr, la sagesse barriste n'a que des avantages dans la tactique. Les discours lisses, les formules faciles, les mots consacrés permettent au candidat de ratisser large. Qui est contre « le développement d'une société de liberté, de responsabilité et de solidarité » ? Qui n'aspire pas à l'unité et refuse de souscrire à la « volonté de progrès » ? La banalité des propos conduit à s'interroger sur ce qu'ils recouvrent, et à redouter la politique qui ne sera vraiment révélée qu'après la conquête du pouvoir. Les barristes répondront que l'essentiel est d'être réaliste (REEL est le nom de leur réseau) et que la compétence du candidat

ne peut manquer de susciter la confiance.

Réalisme, compétence, confiance, il faut avoir peur de ces mots clés du vocabulaire bien-pensant. Contrairement à l'idée reçue, les hommes politiques n'ont pas à se soumettre à la réalité. Leur tâche est de la transformer, voire de l'inventer. La réalité, en 1940, c'est la défaite, et le bon sens veut que l'on s'en arrange. Telle est la politique du maréchal Pétain, célébrée comme un « retour au réel » et qui bénéficie de la confiance d'une majorité de Français. Seule la « folie » du général de Gaulle et de quelques uns pouvait mettre fin à cette résignation et à cette imposture.

Sans vouloir le comparer à Pétain, craignons que Raymond Barre, face à des enjeux assurément moins tragiques, nous force simplement à accepter l'ordre des choses, aussi injuste soit-il. Mais la compétence du professeur d'économie ? On sait qu'elle n'a pas fait merveille avant 1981, et André Grèbène observait récemment (1) que « pour ne rien faire face au chômage, M. Barre est incontestablement le meilleur candidat ». En outre, on aurait tort de croire que la compétence doit être la qualité majeure d'un chef d'Etat. Cela ne signifie pas qu'il faille voter pour le plus bête, mais que les tâches ne doivent pas être confondues. La compétence est le critère des bons techniciens, mais un chef d'Etat est au-delà de toute spécialité. Ce qui importe, c'est la relation qu'il établit avec la France passée et présente, c'est son indépendance, son sens de l'Etat, son exigence de justice. La compétence militaire du général de Gaulle a peu compté lorsqu'il était aux affaires, au regard d'une passion qui échappe habituellement aux rédacteurs de manuels de science économique. S'il est vrai que rien de grand ne se fait sans passion, il y a fort à craindre que Raymond Barre ne gère petitement un pays qui ne peut exister longtemps sans se surprendre lui-même.

FROIDEUR

On se récriera: M. Barre respecte l'Etat ! M. Barre aime son pays et n'a de leçons à recevoir de personne ! Je n'en disconviens pas. Mais, de sa vie politique, garde-t-on le souvenir d'un élan, d'une grande erreur généreuse, d'une émotion vraie ? Seulement, devant un pays bouleversé par l'attentat de la rue Copernic, le froid dénombrement des victimes françaises et de celles qui, à ses yeux, semblaient ne pas l'être. Antisémite, M. Barre ? Non pas: un comptable, un homme de dossiers, qui laisse percer des préjugés bas. Raymond Barre réussira peut-être une carrière, mais il est sûr qu'il n'aura pas de destin.

A ceux qui jugeraient ces remarques par trop subjectives et malveillantes, des éléments de preuve peuvent être donnés. Un homme politique vaut aussi par les fidélités qu'il suscite et par les soutiens qu'il reçoit. Or, à quelques brillantes exceptions près, la composition de « l'équipe de France » (2) qui entoure le candidat dit bien que M. Barre ne peut rassembler que des notables conservateurs ou franchement réactionnaires. Nul ne dénie à cette partie de la France « calme et solide » le droit de vouloir préserver la solidité de ses intérêts, même s'il lui faut pour cela utiliser un langage de guerre civile et se compromettre avec l'extrême droite. Mais il est permis de souhaiter que MM. Lecanuet et Gaudin, par exemple, ne deviennent pas demain « l'incarnation » de la France en siégeant à son gouvernement - tant il est vrai que ces politiciens archétypiques ne pourront jamais exprimer autre chose que leur propre médiocrité.

Bertrand RENOUVIN

(1) « Le Monde » du 17 novembre 1987.
(2) « Le Monde » du 1er décembre. Se désigner comme « équipe de France » révèle, sous le masque libéral, un inacceptable désir d'exclusion: ni les chiraquiens ni les socialistes ne font partie de l'anti-France.